AMMAR KESSAB, EXPERT EN MANAGEMENT ET POLITIQUES CULTURELLES, Ã LIBERTÃ‰

â€œIl ne faut pas confondre rÃ©guler et entreprendreâ€•. 04/02/2012

â€œIl ne faut pas confondre rÃ©guler et entreprendreâ€•.

LibertÃ© : 04/02/2012. Sara Kharfi

Si le nombre des activitÃ©s culturelles a atteint dans le pays un seuil que nombre dâ€™observateurs disent nâ€™avoir pas enregistrÃ© depuis de longues annÃ©es, lâ€™embellie reste pour certains nÃ©anmoins soumise Ã de nombreux questionnements, notamment ceux relatifs Ã la nÃ©cessitÃ© de faire de la culture un â€œobjet socialâ€• accessible au plus grand nombre, dans une sociÃ©tÃ© qui tourne souvent le dos au â€œbeauâ€• et doute de son identitÃ©, mÃªme quand celle-ci est fondÃ©e sur un patrimoine des plus anciens, des plus diversifiÃ©s et des plus riches de la sphÃ¨re maghrÃ©bine et mÃ©diterranÃ©enne. SÃ©rieuses interrogations donc, qui montrent combien la problÃ©matique de la culture demeure complexe et difficilement rÃ©ductible Ã un ou deux paramÃ¨tres dont celui, par exemple, des moyens mobilisÃ©s. Pour en discuter, sans doute faut-il un large et profond dÃ©bat, et surtout satisfaire la nÃ©cessitÃ© dâ€™Ã©couter toutes les voix porteuses dâ€™avis, de rÃ©flexion et de propositions sur le sujet. Dans cet entretien, Ammar Kessab explique la dÃ©marche du groupe de travail dont il fait partie et qui souhaite doter lâ€™AlgÃ©rie dâ€™une politique culturelle oÃ¹ le citoyen serait placÃ© au centre de lâ€™action culturelle.

LibertÃ© : Vous avez constituÃ© un groupe de travail et vous prÃ©sentez un certain nombre de propositions quant Ã une politique culturelle en AlgÃ©rie. Pourriez-vous nous en parler ?
Ammar Kessab : Un groupe de travail sur la politique culturelle en AlgÃ©rie a Ã©tÃ© constituÃ© Ã lâ€™issue de la premiÃ¨re rencontre qui a eu lieu Ã Alger (siÃ¨ge dâ€™El-Djahidia), le 17 dÃ©cembre 2011. Ce groupe de travail â€” qui reste ouvert Ã tout le monde â€” est constituÃ© dâ€™artistes, dâ€™Ã©crivains et dâ€™intellectuels qui souhaitent doter lâ€™AlgÃ©rie dâ€™une politique culturelle claire et efficace. Une premiÃ¨re feuille de route a Ã©tÃ© conÃ§ue et discutÃ©e en partie sur le rÃ©seau social Facebook. Les discussions ont Ã©tÃ© certes trÃ¨s animÃ©es, mais constructives, surtout concernant la dÃ©finition de la culture nationale. Nous avons pu finalement arriver Ã un consensus. Câ€™est ainsi que les autres points seront discutÃ©s, câ€™est-Ã -dire Ã travers une dÃ©marche participative, qui permet dâ€™impliquer le maximum de protagonistes de la scÃ¨ne culturelle, sans exclure personne.

Comment la question de la culture devrait-elle Ãªtre posÃ©e en AlgÃ©rie ? Et surtout, comment identifier nos besoins en matiÃ¨re de culture ?
Abdelhamid Mehri, qui vient de nous quitter et dont je salue la mÃ©moire en lâ€™occasion, disait quand il Ã©tait ministre de la Culture, en 1978 : â€œLes arts doivent provenir du peuple et Ãªtre destinÃ©s au peuple.â€• La question de la culture en AlgÃ©rie doit Ãªtre posÃ©e frontalement et dans son espace lÃ©gitime qui est la sociÃ©tÃ©. Cette derniÃ¨re est Ã la fois la source et le moteur de la culture, donc toute action culturelle doit obligatoirement mettre le citoyen au centre de lâ€™objectif pour lequel elle a Ã©tÃ© initiÃ©e. Il suffit donc de descendre dans la rue et entrer Ã lâ€™intÃ©rieur de la structure de la famille algÃ©rienne pour identifier les besoins des citoyens en matiÃ¨re dâ€™art et de culture. Au mÃªme moment, il faut prÃ©parer le terrain Ã une offre culturelle adÃ©quate, et seul un secteur culturel efficace, â€œdÃ©folklorisÃ©â€• et respectueux des forces crÃ©atrices (artistes, Ã©crivains, etc.) peut contenir les expressions de la diversitÃ© culturelle des citoyens, pour rÃ©pondre Ã leurs besoins. Et câ€™est ce que le groupe de travail sur la politique culturelle sâ€™attache Ã faire : dessiner une politique culturelle dans laquelle la culture nationale est clairement dÃ©finie, avec le citoyen comme propriÃ©taire lÃ©gitime de lâ€™action culturelle, et avec des mesures concrÃ¨tes qui permettent un bon fonctionnement du secteur de la culture, oÃ¹ lâ€™artiste a toute sa place et tous ses droits. Il nâ€™est en effet pas normal que dans le pays oÃ¹ le budget consacrÃ© Ã la culture est le plus Ã©levÃ© en Afrique et dans la rÃ©gion arabe, lâ€™artiste continue Ã ne pas avoir de statut, et quâ€™il nâ€™existe aucune Ã©tude sur la typologie des

publics algÃ©riens. Câ€™est dâ€™ailleurs parmi les points Ã©voquÃ©s dans la politique culturelle.

Quel est le danger lorsque lâ€™Ã‰tat devient un acteur Ã part entiÃ¨re dans lâ€™action culturelle ?
En culture, Ã partir du moment oÃ¹ un agent du pouvoir gouvernemental sort de ses dispositions lÃ©gales de rÃ©gulation, de renforcement des capacitÃ©s de la sociÃ©tÃ© civile et de son financement, la question de lâ€™empiÃ©tement des libertÃ©s individuelles en matiÃ¨re dâ€™art et de culture commence Ã Ãªtre sÃ©rieusement posÃ©e. Dans le cas de lâ€™AlgÃ©rie, le ministÃ¨re de la Culture se distingue par une hÃ©gÃ©monie absolue sur la chose culturelle, ce qui constitue tout dâ€™abord une contradiction par rapport aux dispositions lÃ©gales existantes (voir dÃ©cret exÃ©cutif nÂ° 05-79 du 26 fÃ©vrier 2005, textes ratifiÃ©s, etc.), et la mise en danger dâ€™un produit fragile : lâ€™art est comme un papillon, dÃ¨s quâ€™on touche ses ailes, qui lui permettent de voler librement, avec les doigts, on les abÃ®me. Il ne faut pas confondre rÃ©guler et entreprendre, subventionner et contrÃ´ler, officialiser et soutenir, câ€™est ce qui semble Ãªtre le cas aujourdâ€™hui malheureusement. Par ailleurs, sur le plan technique, la stratÃ©gie dâ€™hÃ©gÃ©monie est non opÃ©rationnelle et non durable, car elle est basÃ©e sur les ressources financiÃ¨res. Le jour oÃ¹ ces ressources disparaÃ®tront, la â€œculture officielleâ€• disparaÃ®tra avec. Une sociÃ©tÃ© civile quant Ã elle ne sâ€™effondre jamais : il faut donc miser sur elle, renforcer ses capacitÃ©s et lâ€™aider Ã sâ€™auto-organiser, voilÃ la vraie solution.

Les initiatives indÃ©pendantes sont quasi inexistantes, idem pour les espaces de dÃ©bats. Pourquoi selon vous ?
Exactement, il nâ€™existe pratiquement pas dâ€™initiative culturelle indÃ©pendante en AlgÃ©rie. Ce nâ€™est autre que le rÃ©sultat dâ€™une dizaine dâ€™annÃ©es dâ€™une politique publique rÃ©flÃ©chie, basÃ©e sur, dâ€™un cÃ´tÃ©, la rÃ©cupÃ©ration automatique de toute initiative privÃ©e, par un moyen curieux quâ€™ils nomment â€œinstitutionnalisationâ€•, et dâ€™un autre cÃ´tÃ©, par une stigmatisation explicite des associations culturelles et artistiques. Ces derniÃ¨res, mÃ©prisÃ©es et traitÃ©es de tous les noms, sont montrÃ©es du doigt comme pullulant de voleurs. Câ€™est ainsi quâ€™on justifie leur exclusion des financements. Les associations ne bÃ©nÃ©ficient dâ€™ailleurs que dâ€™Ã peine 0,2% du budget total du ministÃ¨re de la Culture. Jâ€™ai toujours dit que la malhonnÃªtetÃ© de certaines associations nâ€™est pas le reflet de la sociÃ©tÃ© civile, câ€™est plutÃ´t le reflet de la politique publique qui les gÃ¨re.

Nâ€™y a-t-il pas une sorte de paternalisme, certes souvent dÃ©criÃ©, dans le sens oÃ¹ on pense toujours pour le public, dont on croit identifier les attentes et les besoins ?
Moi je poserais plutÃ´t la question suivante : quels publics frÃ©quentent les espaces culturels en AlgÃ©rie ? Je ne pense pas que les publics soient hÃ©tÃ©rogÃ¨nes, incluant ceux qui ont besoin dâ€™un accÃ¨s Ã la culture optimisÃ©e pour une meilleure cohÃ©sion sociale, Ã©vitant ainsi toutes dÃ©rives extrÃ©mistes. Je rappellerai ici que lâ€™action culturelle est la seule force qui peut modifier le parcours social dâ€™un individu en situation de fragilitÃ© ; cela a Ã©tÃ© prouvÃ©, elle contribue donc directement Ã la cohÃ©sion sociale. Est-ce le cas en AlgÃ©rie ? Est-ce quâ€™un jeune sans bagage scolaire dâ€™un quartier populaire de Bab El-Oued ou de Bachdjarrah va prendre le bus pour aller voir une piÃ¨ce de thÃ©Ã¢tre au TNA ? Il faut vraiment poser la question de lâ€™accÃ¨s Ã la culture pour tous, avant toute chose, et arrÃªter ces pratiques dâ€™exclusion des espaces culturels publics, comme par exemple cette politique injuste et discriminatoire dâ€™accÃ¨s par invitation que je dÃ©nonce avec fermetÃ©. Câ€™est facile dâ€™avoir un public composÃ© de journalistes, de diplomates et dâ€™initiÃ©s.

Depuis quelques annÃ©es, lâ€™AlgÃ©rie organise de grands Ã©vÃ©nements culturels qui ont incontestablement beaucoup de points positifs. Mais ne trouvez-vous pas que le problÃ¨me rÃ©side dans le fait que la culture, dans ce cas, est liÃ©e Ã lâ€™Ã©vÃ©nement, et nâ€™est pas, par consÃ©quent, vÃ©cue au quotidien ?
AprÃ¨s la dÃ©cennie noire, ces Ã©vÃ©nements â€” il ne faut pas le nier â€” ont participÃ© Ã redorer le blason de lâ€™AlgÃ©rie. Cela Ã©tant fait, il faut maintenant passer Ã autre chose. Il faut investir le secteur culturel indÃ©pendant, en encourageant la crÃ©ation dâ€™associations et en les soutenant financiÃ¨rement. Câ€™est le seul moyen qui permettra une durabilitÃ© de lâ€™action culturelle au niveau territorial. Une

grande partie des publics dits â€œempÃªchÃ©sâ€• ne vont pas forcÃ©ment accÃ©der Ã des espaces culturels parce que, comme disait Bourdieu, ils ne sont pas dotÃ©s des â€œtrois capitauxâ€• (capital culturel, capital scolaire et capital familial). Seule une action culturelle ancrÃ©e dans le vÃ©cu des individus, dans leur territoire proche, câ€™est-Ã -dire leur quartier, peut les interpeller, les toucher.

MÃªme si le festif et le purement artistique est mis en avant, la notion de festival est souvent vidÃ©e de sa substance Ã©conomique, sociale, touristique... Quâ€™en pensez-vous ?
Si nous devions analyser les festivals selon les critÃ¨res internationaux modernes, en effet, plusieurs lacunes sont Ã relever dans le cas algÃ©rien. La dimension artistique dâ€™animation est le seul et unique objectif dâ€™un festival en AlgÃ©rie. Or le festival, en tant que genre de festivitÃ© culturelle dans lequel un nombre dâ€™expressions artistiques sont prÃ©sentÃ©es aux publics dans un espace-temps limitÃ©, comporte deux autres dimensions fondamentales : la dimension Ã©conomique (gÃ©nÃ©rer des retombÃ©es Ã©conomiques pour les activitÃ©s commerciales du territoire concernÃ©) et la dimension sociale (participer Ã lâ€™Ã©veil des consciences de la population en Ã©levant son niveau culturel). Vous voyez bien que le dÃ©veloppement est indissociable de ce genre dâ€™activitÃ©s. Autrement, et comme câ€™est le cas en AlgÃ©rie, les critiques venant des citoyens fusent, jusquâ€™Ã malheureusement remettre en cause lâ€™existence mÃªme dâ€™une activitÃ© artistique, ce qui est trÃ¨s dangereux.

Ã€ prÃ©sent, aprÃ¨s plus dâ€™une dÃ©cennie dâ€™expÃ©rience (et dâ€™expÃ©rimentation), nâ€™est-il pas temps de penser Ã la qualitÃ© ?
La question de la qualitÃ© est importante, et il faut commencer sÃ©rieusement Ã la poser. Mais je pense quâ€™il y a une question plus importante et plus urgente, selon laquelle qui doit dÃ©cider de la qualitÃ©. Ainsi peut-on rÃ©sumer ce que jâ€™avais dit auparavant : le citoyen, en tant que propriÃ©taire lÃ©gitime de lâ€™action culturelle publique, est le seul juge qui est Ã mÃªme de dÃ©finir ce qui est de qualitÃ© ou ce qui ne lâ€™est pas. En parallÃ¨le Ã cela, seul un secteur culturel ouvert, libre, permettra lâ€™Ã©panouissement de lâ€™art et de lâ€™artiste, qui par consÃ©quent pourra prÃ©senter des Å“uvres de qualitÃ©.

S. K.

DeuxiÃ¨me rencontre sur la politique culturelle en AlgÃ©rie aujourdâ€™hui Ã 15h au siÃ¨ge de lâ€™association SOS Bab El-Oued (5, rue Jean JaurÃ¨s, Bab El-Oued, en face du lycÃ©e le LiÃ¨vre).

BIO-EXPRESS

Docteur Ã¨s sciences de gestion, Ammar Kessab est expert en management et politiques culturelles auprÃ¨s de plusieurs organismes internationaux. Au cours de lâ€™annÃ©e 2011, il a notamment participÃ© Ã lâ€™Ã©laboration des politiques culturelles de la RÃ©publique du BÃ©nin, de la ville de Montreuil (France), et Ã lâ€™Ã©tablissement du Fonds africain pour les arts et la culture dont il dirige le projet depuis Le Cap (Afrique du Sud). Il a notamment publiÃ© La politique culturelle en AlgÃ©rie (Ã©ditions Boekman, Amsterdam, 2011), Politiques culturelles et diversitÃ© culturelle en Afrique du Nord (Ã©ditions Unesco, Paris, 2010) et La politique culturelle dans la ville dâ€™Alger (Ã©ditions Ocpa, Maputo, 2009).

Posté par : alger-culture, le February 16 2012 09:46:50